Situation économique et financière du Kosovo – Mai 2018

Le Kosovo repose sur un modèle économique qui génère des déséquilibres importants extérieur (déficit commercial de 39% du PIB) et intérieur (taux de chômage de plus de 30%). L'émergence d'un secteur productif est indispensable pour soutenir la croissance et réduire l'important chômage qui touche ce pays. Des réformes structurelles significatives et la normalisation des relations avec la Serbie sont nécessaires pour créer un cadre favorable à ce développement. A noter à ce stade, une situation budgétaire sous contrôle et un système bancaire stable. Le Kosovo a bénéficié d'un accord de confirmation avec le FMI, octroyé en juillet 2015 pour une durée de 22 mois et d'un montant de 185 M€. Il a pris fin en août 2017 sans le déboursement de la dernière tranche de 15 M€ en raison du retard dans la formation du nouveau gouvernement à l'issue des élections législatives de juin. L'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et le Kosovo signé en octobre 2015 est entré en vigueur le 1er avril 2016.

La croissance atteint 4,1% en 2017, tirée par l'investissement et la reprise des exportations

Malgré les tensions politiques de 2016 et les blocages institutionnels qui ont suivi les élections législatives de juin 2017, les institutions ont revu leur estimation de croissance pour 2016 à la hausse, à 4% selon le FMI contre 3,4% anticipés précédemment. La croissance a atteint 4,1% en 2017 selon le FMI, 4,4% selon la Banque mondiale, principalement soutenue par la hausse de l'investissement (contribution de 3 pp à la croissance) et les exportations nettes. Ces dernières, tirées par la reprise économique dans l'UE et les prix plus élevés des métaux de base, ont contribué positivement à la croissance (1,1 pp), contrairement aux trois années précédentes. L'investissement privé a bénéficié de l'amélioration du climat des affaires[1] et de la baisse des taux d'intérêt, conduisant à une hausse des flux d'IDE. Habituellement principal moteur de l'activité et tirée par les remises de migrants, la consommation contribue seulement de 0,4 pp à la croissance en 2017, contre 3,9 pp en 2016.

Le FMI a également revu à la hausse, en avril 2018, ses prévisions de croissance à moyen terme, stable à 4% jusqu'en 2021. La Banque mondiale, quant à elle, anticipe une accélération de la croissance à 4,8% sur les trois prochaines années, tirée par des dépenses d'investissement plus importantes avec des projets d'infrastructures notamment financés par les IFIs, des investissements privés toujours soutenus et une reprise de la consommation menée par une hausse des salaires, des prestations sociales et des crédits. En revanche, les exportations nettes devraient peser sur la croissance.

Malgré une croissance dynamique en 2017 qui a stimulé la création d'emplois, le niveau de chômage se monte à 30,4 % fin 2017 et concerne très largement les jeunes. Le poids de l'économie informelle (au moins 1/3 du PIB), et la dépendance à l'égard des remises de migrants, expliquent en partie ce taux de chômage élevé. Selon l'Institut de statistiques national, le salaire moyen brut mensuel s'établit à 519 € en 2016. L'inflation a accéléré en 2017, à 1,5%, après 0,3% en 2016 et une déflation de 0,5% en 2015.

[1] Le Kosovo a gagné 20 places dans le classement Doing Business de la Banque mondiale, passant du 60ème pays (sur 189) au 40ème grâce à la simplification des procédures pour l'enregistrement des employés, à l'amélioration de l'accès au crédit et la promulgation d'une nouvelle loi sur les faillites bancaires.

Le modèle économique actuel du Kosovo génère d'importants déséquilibres

Doté d'un PIB de 6,3 Mds EUR et d'une population de 1,9 M d'habitants, le Kosovo est le pays le plus pauvre d'Europe du Sud-Est, avec un PIB par habitant ressortant à environ 3 400 EUR. **L'appareil de production kosovar est peu développé**, contraint essentiellement par des infrastructures énergétiques inadéquates. La base productive du pays est très étroite et a besoin d'être élargie. Le secteur industriel pèse 21% de la valeur ajoutée alors que le secteur agricole représente près de 13% de la valeur ajoutée, la construction 8% et les services 57%.

Le déficit du commerce extérieur est un des principaux défis auxquels doit faire face le pays. Près de 50% des exportations du Kosovo sont des métaux ou des produits à base de métaux et dépendant fortement des cours mondiaux. L'entreprise NewCo Ferronikeli, producteur de ferronickel, réalise entre 45 et 50% des exportations totales du pays, avec plus de 200 contractants. En 2017, le déficit commercial des biens atteint 39% du PIB, compensé par l'excédent des services (27% du PIB) et par les remises de migrants (11% du PIB). Ces dernières pourraient même atteindre près de 20% du PIB. Par ailleurs, les flux d'IDE au Kosovo représentent 3,6% du PIB en 2017. Le déficit courant s'élève à 8,7% du PIB en 2017.

Des finances publiques maîtrisées sous l'égide du FMI, avec qui un accord de confirmation vient de s'achever

La politique budgétaire du Kosovo évolue dans un cadre législatif bien défini. Suite notamment aux discussions avec le FMI ont été mises en place les règles suivantes : une loi sur la dette publique limite celle-ci à 40% du PIB ; un amendement constitutionnel prévoit que tout endettement externe du pays soit soumis à un vote à la majorité qualifiée au parlement ; la loi sur la gestion des finances publiques requiert que tout aménagement de la loi de finance initiale soit neutre sur le plan budgétaire ; enfin une règle budgétaire limite, à quelques exceptions, le déficit budgétaire à 2% du PIB. Ces principes, qui sont globalement appliqués, expliquent largement la situation budgétaire actuelle.

Suite aux engagements pris dans le dernier accord de confirmation avec le FMI, les finances publiques se sont redressées en raison notamment des efforts entrepris pour améliorer la collecte des recettes et l'efficacité des dépenses.

Pour l'année 2017, les recettes budgétaires sont en hausse de 5,2% en ga et représentent 27% du PIB alors que les dépenses publiques ont atteint 1 836 M EUR, soit environ 29% du PIB (en hausse de 4,6%). La part des dépenses d'investissement a augmenté pour une deuxième année consécutive, pour atteindre 27% des dépenses totales, soit 7,4% du PIB. Le déficit public s'est établi à 1,2% du PIB et le déficit public ajusté selon la règle budgétaire est de 0,7% du PIB.

Le budget 2018 prévoit un déficit de 1,8 % du PIB. Il se base sur une prévision de croissance du PIB nominal de 6,2 %. Les recettes augmenteraient de 8,3% par rapport à 2017 et les dépenses de 20% environ en raison principalement du démarrage des projets d'infrastructure financés par les IFIs prévu cette année et d'une hausse des prestations sociales. **S'agissant de la dette publique, elle est estimée à 21% du PIB en 2017 par le FMI et devrait atteindre 21,8% du PIB en 2018 (respectivement 16,5% et 17,4% pour la Banque mondiale)**.

Le secteur financier kosovar apparait stable

Le secteur financier kosovar apparaît stable sous la supervision de la Banque centrale. En mars 2018, il comprend 10 banques (dont 8 étrangères) représentant 66% des actifs, 2 fonds de pensions (28% des actifs), 15 compagnies d'assurance (3%) et 17 institutions de microcrédits (3,5%).

Le secteur bancaire, qui est largement dominé (90% des actifs) par les banques étrangères, est très concentré puisque les trois principales banques représentent 60% du secteur (Raiffeisen, Pro-Credit et Nova Ljubljanska Banka). L'encours de prêts continue d'augmenter (+10,4% en ga en mars 2018) et atteint 2,5 Mds EUR, dont 64% de prêts aux entreprises et 36% aux ménages. Cette activité bancaire a été largement financée par les dépôts (3,1 Mds EUR, 72% en provenance des ménages et 22% des entreprises), qui connaissent une croissance annuelle de 5,6% en mars 2018.

Le secteur bancaire reste très liquide et le ratio de dépôts sur prêts atteint environ 121%. La part des prêts non performants a été ramenée à 2,9% en mars 2018, contre 6,2% en 2015. Le secteur est bien capitalisé avec un ratio d'adéquation du capital de 18,3%, supérieur au seuil requis de 12%. Le secteur est particulièrement rentable, le bénéfice net des banques s'établit à 85,3 M EUR fin 2017. **A noter la mise en place avec le FMI du règlement relatif à l'accès à la liquidité de la Banque centrale en cas d'urgence (ELA) et la présence d'un fonds de garantie des dépôts**.

Le secteur de l'assurance générait des pertes jusqu'en mars 2017. Le bénéfice net des compagnies d'assurance s'élève à 6,9 M EUR fin 2017. Le secteur est composé de 15 compagnies d'assurance, dont 12 non vie (dont 8 étrangères) et 3 compagnies d'assurance vie. Le coût de l'assurance automobile est particulièrement élevé.

Des réformes structurelles sont indispensables pour changer le modèle économique du pays

Le modèle économique du Kosovo, actuellement fondé sur les flux provenant de la diaspora et l'aide internationale, génère un déficit commercial substantiel. Ce déficit significatif reflète une base productive étroite et non compétitive. Il est donc nécessaire de créer un environnement des affaires favorable au développement des entreprises.

L'Etat de droit est un des grands défis du pays, en raison de l'insuffisante indépendance du secteur judiciaire et de la corruption. Le Kosovo est l'Etat perçu comme le plus corrompu de la région des Balkans, le pays occupant le 85ème rang mondial du classement de l'index de perception de la corruption 2017 de *Transparency International*.

Enfin, le Kosovo est confronté à des défis considérables quant au développement de son marché du travail. Le taux de participation au marché du travail est très faible, à 43% fin 2017, avec d'importants écarts entre les hommes (65 %) et les femmes (20 %). Le taux de chômage est le plus élevé des Balkans, autour de 31%, et touche particulièrement les jeunes.

Indicateurs macroéconomiques 2017			
PIB (Md EUR)	6,3	**Population (M d'habitants)**	1,9
Taux de croissance (%)	4,1	**Taux de chômage (%)**	30,4
Taux d'inflation annuel (%)	1,5	**Taux de change**	adoption unilatérale de l'€
Importations de B&S (% du PIB)	52,5	**Exportations de B&S (% du PIB)**	25,5
Solde courant (% du PIB)	-8,7	**Flux d'IDE (% du PIB)**	3,6
Solde public (% du PIB)	-1,2	**Dette publique (% du PIB)**	21
Crédit (% du PIB)	40	**Taux de prêts non performants (%)**	2,9 (mars 2018)

Source : FMI, Commission européenne, Ministère des Finances, Institut des statistiques, Banque Centrale, Banque Mondiale

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Lucile Porte
Revu par : Jean-Marie Demange